

**REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST****COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE**

F. 2005 — 981

[S - C - 2005/31134]

**9 DECEMBRE 2004. — Arrêté 2004/953 du Collège de la Commission communautaire française portant règlement de son fonctionnement et réglant la signature de ses actes**

Le Collège de la Commission communautaire française,

Vu les articles 136, 138, 166 et 176 de la Constitution coordonnées par la loi du 17 février 1994;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, modifiée par la loi du 8 août 1988 de réformes institutionnelles, par la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions et par la loi spéciale du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat;

Vu le décret (II) de la Communauté française du 19 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

Vu le décret (III) de la Commission communautaire française du 21 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 28 octobre 1999 portant règlement de son fonctionnement et réglant la signature des actes du Collège;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées par l'arrêté royal du 12 février 1973, notamment l'article 3 tel qu'il a été modifié par les lois du 9 août 1980 et du 16 juin 1989,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Sans préjudice des délégations qu'il accorde à ses Membres, le Collège de la Commission communautaire française délibère collégialement selon la procédure du consensus et définit les orientations politiques dans les matières qui relèvent de la compétence de la Commission communautaire française.

**Art. 2.** § 1<sup>er</sup>. Le Collège de la Commission communautaire française délibère de tout projet de décret, de règlement ou d'arrêté.

§ 2. Il délibère en outre dans les cas prévus aux §§ 2 et 3 de l'article 83 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles modifiée par la loi du 8 août 1988 de réformes institutionnelles, par la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions et par la loi spéciale du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat.

§ 3. Il délibère également de toute proposition ayant fait l'objet d'un avis défavorable de l'inspection des finances et n'ayant pas obtenu l'accord du Membre du Collège de la Commission communautaire française chargé du Budget.

§ 4. Un Membre du Collège de la Commission communautaire française peut évoquer une affaire relevant d'une compétence de la Commission communautaire française.

§ 5. Un règlement d'ordre intérieur délibéré en Collège, détermine les instructions pratiques relatives aux modalités de transmission des documents au secrétariat du Collège de la Commission communautaire française.

**Art. 3.** Le Collège de la Commission communautaire française adopte le projet de décret et le projet de règlement contenant le budget de la Commission communautaire française et règle l'affectation des crédits destinés à couvrir les dépenses de la Commission communautaire française.

**Art. 4.** § 1<sup>er</sup>. Par dérogation à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté, le Collège de la Commission communautaire française accorde délégation de compétences à ses Membres en ce qui concerne l'exécution des dispositions légales ou réglementaires réglant des matières relevant de leurs compétences.

§ 2. Le Collège de la Commission communautaire française accorde délégation de compétence à chacun de ses Membres dans le cadre de ses attributions et dans les matières suivantes :

a) La tutelle sur les organismes qui émanent de la Commission communautaire française, à l'exception des actes suivants : l'approbation du budget et des comptes, les emprunts, l'acquisition ou l'aliénation des biens immobiliers lorsque leur prix dépasse 124.000 euros, le cadre et le statut du personnel, les éventuels contrats de gestion avec les organismes concernés ainsi que leurs programmes pluriannuels et annuels d'investissements.

b) En ce qui concerne les marchés de travaux, de fournitures et de services : le choix du mode de passation et la passation des marchés dont l'estimation ou le montant hors T.V.A. est inférieur à 248.000 euros en cas d'adjudication publique et d'appel d'offre général, 124.000 euros en cas d'adjudication restreinte et d'appel d'offre restreint, 62.000 euros en cas de procédure négociée; l'exécution des marchés conclus dans les limites fixées ci-dessus.

c) L'octroi de subventions, à l'exception des subventions inscrites nominativement au budget lorsqu'elles dépassent 124.000 euros et des subventions facultatives de plus de 6.200 euros.

§ 3. Le Collège de la Commission communautaire française accorde délégation à celui de ses membres qui a l'Enseignement dans ses attributions, pour les actes à portée individuelle concernant les membres des personnels des sites extérieurs d'enseignement de la Commission communautaire française et ce dans le respect des dispositions contenues dans l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 4 mars 1999 fixant le cadre organique des services du Collège de la Commission communautaire française — articles 1<sup>er</sup> à 7 — et dans le cadre des disponibilités budgétaires de la division 29 - activités 2 et 3.

§ 4. Le Collège de la Commission communautaire française accorde délégation à celui de ses membres qui a les Personnes handicapées dans ses attributions, pour les actes à portée individuelle concernant les membres du personnel du centre de réadaptation fonctionnelle dont la Commission communautaire française est le pouvoir organisateur, dans le cadre des disponibilités budgétaires de l'activité 2 du programme 3 - division 22.

§ 5. Le Collège de la Commission communautaire française accorde délégation à celui de ses Membres qui a l'Action sociale dans ses attributions, pour statuer sur les demandes d'accord de principe, d'autorisation de fonctionnement provisoire, d'agrément et de reprise ainsi que sur les fermetures provisoires pour des raisons d'extrême urgence de santé publique et de sécurité en vertu du règlement de la Commission communautaire française du 17 décembre 1993 fixant la procédure relative à l'autorisation de fonctionnement provisoire, à l'agrément, au refus et au retrait d'agrément et à la fermeture des établissements visés à l'article 1<sup>er</sup> du décret du 10 mai 1984 relatif aux maisons de repos pour personnes âgées et déterminant les modalités d'octroi de l'accord de principe visé à l'article 2bis du décret du 10 mai 1984 relatif aux maisons de repos pour personnes âgées.

§ 6. Le Collège de la Commission communautaire française accorde délégation à celui de ses Membres qui a le Transport scolaire dans ses attributions, pour le choix du mode de passation, la passation et l'exécution des marchés relatifs aux circuits de transport scolaire.

**Art. 4bis.** Les délégations de compétences accordées à chacun des Membres du Collège le sont sans préjudice de l'arrêté du Collège du 23 juillet 1996 relatif au contrôle administratif et budgétaire.

**Art. 5.** § 1<sup>er</sup>. A l'exception des procédures devant la Cour d'Arbitrage, toutes les actions dans lesquelles la Commission communautaire française intervient en demandant ou en défendant relativement aux matières qui sont de la compétence exclusive d'un Membre du Collège de la Commission communautaire française, sont exercées à la diligence ou à l'intervention de ce Membre.

Il est délégué à ce Membre le pouvoir d'approuver toutes les dépenses résultant de ces actions, en ce compris celles découlant d'acquiescements, de désistements ou de transactions y relatifs.

§ 2. Dans les matières qui relèvent de plusieurs Membres du Collège de la Commission communautaire française, les compétences définies au § 1<sup>er</sup> sont exercées à la diligence ou à l'intervention de l'un d'entre eux après concertation. A défaut d'accord, ces compétences sont exercées à la diligence ou à l'intervention du Membre du Collège de la Commission communautaire française désigné par celui-ci.

§ 3. Le Collège de la Commission communautaire française accorde délégation au Président du Collège pour les actions en justice qui relèvent des attributions de l'Assemblée de la Commission communautaire française.

**Art. 6.** § 1<sup>er</sup>. Le Collège de la Commission communautaire française décide de toute proposition de création, de décentralisation, de déconcentration ou de restructuration des services de la Commission communautaire française, en ce compris les organismes fonctionnant uniquement au moyen de subventions à charge du budget de la Commission communautaire française.

§ 2. Le Collège de la Commission communautaire française décide de la constitution et est saisi des rapports d'activités et des bilans financiers d'associations ou d'organismes qui émanent de la Commission communautaire française.

§ 3. Sans préjudice des délégations de compétences qu'il accorde à ses Membres, le Collège de la Commission communautaire française décide des nominations et des promotions des agents statutaires de niveau 1 au sein de l'administration ainsi que dans les organismes visés au § 2 à l'exception de celles conférées selon les règles de la carrière plane ou du contingentement.

§ 4. Le Collège de la Commission communautaire française décide, sur proposition du Membre compétent, de la désignation de ses représentants au sein des institutions dépendant de la Commission communautaire française ou subventionnées par elle.

**Art. 7.** Sans préjudice des délégations qu'il accorde à ses Membres, le Collège de la Commission communautaire française est seul qualifié pour émettre au nom de la Commission communautaire française, un avis à l'intention des pouvoirs ou organismes européens, fédéraux, communautaires, régionaux ou internationaux ainsi que pour leur adresser un rapport.

**Art. 8.** Pour les affaires qui relèvent des attributions de plusieurs Membres du Collège de la Commission communautaire française, la concertation s'établit dès le stade de l'élaboration des propositions en vue de leur mise en commun.

**Art. 9.** Le Collège de la Commission communautaire française délibère valablement des points à son ordre du jour si plus de la moitié de ses Membres sont présents et sauf demande de report de tel ou tel point introduite avant la séance par un Membre dont l'absence est justifiée.

**Art. 10.** § 1<sup>er</sup>. Les projets de décret et de règlement ainsi que les arrêtés délibérés en Collège sont signés par le Membre du Collège de la Commission communautaire française qui a dans ses attributions la matière qui fait l'objet du projet de décret, de règlement ou d'arrêté. La signature des décrets, des règlements ou des arrêtés reprend, dans le titre du Membre du Collège de la Commission communautaire française, au minimum la mention relative à la matière concernée.

§ 2. Ils sont contresignés par le Président du Collège de la Commission communautaire française qui en assure le suivi et la publication au *Moniteur belge*.

**Art. 11.** L'accord du Membre du Collège de la Commission communautaire française qui a le budget dans ses attributions, est requis pour toute subvention facultative de plus de 6.200 euros.

**Art. 12.** L'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 28 octobre 1999 portant règlement de son fonctionnement et réglant la signature des actes du Collège, tel que modifié est abrogé.

**Art. 13.** Le présent arrêté entre en vigueur le 10 novembre 2004.

**Art. 14.** Les Membres du Collège de la Commission communautaire française sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 9 décembre 2004.

B. CEREXHE,

Ministre-Président du Collège de la Commission communautaire française,  
chargé de la Fonction publique et de la Santé.

Ch. PICQUE,

Membre du Collège de la Commission communautaire française, chargé de la Cohésion sociale.

Mme E. HUYTEBROECK,

Membre du Collège de la Commission communautaire française,  
chargée du Budget, des Personnes handicapées et du Tourisme.

Mme F. DUPUIS,

Membre du Collège de la Commission communautaire française,  
chargée de la Formation professionnelle, de l'Enseignement, de la Culture et du Transport scolaire.

E. KIR,

Membre du Collège de la Commission communautaire française,  
chargé de l'Action sociale, de la Famille et du Sport.

## VERTALING

## FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2005 — 981

[S - C - 2005/31134]

**9 DECEMBER 2004. — Besluit 2004/953 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie houdende reglementering van zijn werking en regeling van de ondertekening van zijn akten**

Het College van de Franse Gemeenschapscommissie,

Gelet op de artikelen 136, 138, 166 en 176 van de Grondwet gecoördineerd door de wet van 17 februari 1994;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd door de wet van 8 augustus 1988 tot hervorming der instellingen, door de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten en door de bijzondere wet van 16 juli 1993 tot voltooiing van de federale staatsstructuur;

Gelet op het decreet (II) van de Franse Gemeenschap van 19 juli 1993 houdende toewijzing van de uitoefening van bepaalde bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en aan de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het decreet (III) van de Franse Gemeenschapscommissie van 21 juli 1993 houdende toewijzing van de uitoefening van bepaalde bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en aan de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 28 oktober 1999 houdende reglementering van zijn werking en regeling van de ondertekening van de akten van het College;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd door het koninklijk besluit van 12 februari 1973, inzonderheid op artikel 3 zoals het is gewijzigd door de wetten van 9 augustus 1980 en van 16 juni 1989,

Besluit :

**Artikel 1.** Zonder afbreuk te doen aan de delegaties die het toekent aan zijn Leden, beraadslaagt het College van de Franse Gemeenschapscommissie op collegiale wijze volgens de consensusprocedure en bepaalt het de politieke oriëntaties in de materies die ressorteren onder de bevoegdheden van de Franse Gemeenschapscommissie.

**Art. 2.** § 1. Het College van de Franse Gemeenschapscommissie beraadslaagt over elk ontwerp van decreet, reglement of besluit.

§ 2. Het beraadslaagt bovendien in de gevallen voorzien in de §§ 2 en 3 van artikel 83 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd door de wet van 8 augustus 1988 tot hervorming der instellingen, door de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten en door de bijzondere wet van 16 juli 1993 tot voltooiing van de federale staatsstructuur.

§ 3. Het beraadslaagt eveneens over elk voorstel dat het voorwerp heeft uitgemaakt van een ongunstig advies van de Inspectie van Financiën en dat niet het akkoord heeft verkregen van het Lid van het College van de Franse Gemeenschapscommissie belast met begroting.

§ 4. Een Lid van het College van de Franse Gemeenschapscommissie kan een zaak evoceren die ressorteert onder een bevoegdheid van de Franse Gemeenschapscommissie.

§ 5. Een reglement van inwendige orde, waarover is beraadslaagd door het College, bepaalt de praktische instructies betreffende de modaliteiten van overdracht van de documenten naar het secretariaat van het College van de Franse Gemeenschapscommissie.

**Art. 3.** Het College van de Franse Gemeenschapscommissie neemt het ontwerp van decreet aan en het ontwerp van reglement houdende de begroting van de Franse Gemeenschapscommissie en regelt de bestemming van de kredieten die de uitgaven moeten dekken van de Franse Gemeenschapscommissie.

**Art. 4.** § 1. In afwijking van artikel 1 van onderhavig besluit verleent het College van de Franse Gemeenschapscommissie delegatie van bevoegdheden aan zijn Leden wat betreft de uitvoering van de wettelijke of reglementaire bepalingen houdende regeling van de materies die ressorteren onder hun bevoegdheden.

§ 2. Het College van de Franse Gemeenschapscommissie verleent delegatie van bevoegdheid aan elk van zijn Leden in het kader van zijn bevoegdheden en wat betreft de volgende materies :

a) De voogdij over de instellingen die uitgaan van de Franse Gemeenschapscommissie, met uitzondering van de volgende akten : de goedkeuring van de begroting en de rekeningen, de leningen, de verwerving of vervreemding van de onroerende goederen indien hun prijs meer dan 124.000 euro bedraagt, het kader en het statuut van het personeel, de eventuele beheerscontracten met de betrokken instellingen, evenals hun meerjarige en jaarlijkse investeringsprogramma's.

b) Wat betreft de opdrachten voor werken, leveringen en diensten : de keuze van de wijze van gunning en het sluiten van de opdrachten waarvan de raming of het bedrag zonder BTW lager is dan 248.000 euro in geval van een openbare aanbesteding en een algemene offerteaanvraag, 124.000 euro in geval van een beperkte aanbesteding en een beperkte offerteaanvraag, 62.000 euro in geval van een onderhandelingsprocedure; de uitvoering van de opdrachten gesloten binnen de hierboven vastgestelde grenzen.

c) De verlening van toelagen, met uitzondering van de toelagen die nominatief zijn ingeschreven in de begroting wanneer deze het bedrag van 124.000 euro overschrijden en van de facultatieve toelagen van meer dan 6.200 euro.

§ 3. Het College van de Franse Gemeenschapscommissie verleent delegatie aan diegene van zijn Leden die bevoegd is voor Onderwijs, voor de akten met individuele reikwijdte betreffende de personeelsleden van de externe onderwijsites van de Franse Gemeenschapscommissie, met naleving van de bepalingen van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 4 maart 1999 houdende bepaling van het organiek kader van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie — artikelen 1 tot 7 — en in het kader van de beschikbare begrotingsmiddelen van afdeling 29 - activiteiten 2 en 3.

§ 4. Het College van de Franse Gemeenschapscommissie verleent delegatie aan diegene van zijn Leden die bevoegd is voor de Gehandicapten, voor de akten met individuele reikwijdte betreffende de personeelsleden van het centrum voor functionele wederaanpassing waarvan de Franse Gemeenschapscommissie de inrichtende macht is, in het kader van de beschikbare begrotingsmiddelen van activiteit 2 van programma 3 - afdeling 22.

§ 5. Het College van de Franse Gemeenschapscommissie verleent delegatie aan diegene van zijn Leden die bevoegd is voor Sociale Actie, om te beslissen over de aanvragen van principiële akkoorden, toelatingen van voorlopige werking, van erkenning en overname, evenals over de voorlopige sluitingen wegens hoogdringende redenen van gezondheid en veiligheid overeenkomstig het reglement van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 december 1993 houdende bepaling van de procedure betreffende de toelating van voorlopige werking, erkenning, weigering en intrekking van erkenning en sluiting van de instellingen bedoeld in artikel 1 van het decreet van 10 mei 1984 betreffende de rusthuizen voor bejaarden en tot bepaling van de modaliteiten voor de toekenning van het principieel akkoord bedoeld in artikel 2bis van het decreet van 10 mei 1984 betreffende de rusthuizen voor bejaarden.

§ 6. Het College van de Franse Gemeenschapscommissie verleent delegatie aan diegene van zijn Leden die bevoegd is voor Schoolvervoer, voor de keuze van de wijze van gunning, de gunning en de uitvoering van de opdrachten betreffende de trajecten van schoolvervoer.

**Art. 4bis.** De delegaties van bevoegdheden verleend aan elk van de Leden van het College gebeuren zonder afbreuk te doen aan het besluit van het College van 23 juli 1996 betreffende de administratieve en budgettaire controle.

**Art. 5.** § 1. Met uitzondering van de procedures voor het Arbitragehof worden alle acties waarin de Franse Gemeenschapscommissie tussenkomt als eiser of verweerder voor materies die ressorteren onder de exclusieve bevoegdheid van een Lid van het College van de Franse Gemeenschapscommissie verricht ter benaarstiging van of door tussenkomst van dit Lid.

Er wordt aan dit Lid de macht verleend om alle uitgaven goed te keuren die voortvloeien uit deze acties, met inbegrip van deze voortkomend uit desbetreffende instemmingen, terugtrekkingen of schikkingen.

§ 2. In de materies, die ressorteren onder verschillende Leden van het College van de Franse Gemeenschapscommissie, worden de bevoegdheden bepaald in § 1 na overleg uitgeoefend ter benaarstiging of door tussenkomst van een van hen. Bij gebrek aan overeenstemming worden deze bevoegdheden uitgeoefend door het Lid van het College van de Franse Gemeenschapscommissie dat door het College is aangeduid.

§ 3. Het College van de Franse Gemeenschapscommissie verleent delegatie aan de Voorzitter van het College voor de gerechtelijke acties die ressorteren onder de bevoegdheden van de Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie.

**Art. 6.** § 1. Het College van de Franse Gemeenschapscommissie beslist over elk voorstel tot oprichting, decentralisatie, deconcentratie of van herstructurering van de diensten van de Franse Gemeenschapscommissie, met inbegrip van de instellingen die uitsluitend werken met toelagen ten laste van de begroting van de Franse Gemeenschapscommissie.

§ 2. Het College van de Franse Gemeenschapscommissie beslist over de opstelling en wordt geraadpleegd voor de activiteitenverslagen en de financiële balansen van verenigingen of instellingen die uitgaan van de Franse Gemeenschapscommissie.

§ 3. Zonder afbreuk te doen aan de delegaties van bevoegdheden die het verleent aan zijn Leden, beslist het College van de Franse Gemeenschapscommissie over de benoemingen en bevorderingen van de statutaire agenten van niveau 1 binnen het bestuur, evenals in de instellingen bedoeld in § 2, met uitzondering van deze toegekend volgens de regels van de vlakke loopbaan of de contingentering.

§ 4. Het College van de Franse Gemeenschapscommissie beslist, op voorstel van het bevoegde Lid, over de aanduiding van zijn vertegenwoordigers in de instellingen die afhangen van de Franse Gemeenschapscommissie of die door haar worden betaald.

**Art. 7.** Zonder afbreuk te doen aan de delegaties die het verleent aan zijn Leden, is het College van de Franse Gemeenschapscommissie als enige bevoegd om in naam van de Franse Gemeenschapscommissie een advies te verstrekken voor de Europese, federale, communautaire, gewestelijke of internationale overheden en instellingen, evenals om hen een verslag toe te sturen.

**Art. 8.** Voor de zaken, die ressorteren onder de bevoegdheden van verschillende Leden van het College van de Franse Gemeenschapscommissie gaat het overleg van start vanaf het stadium van de opstelling van de voorstellen met het oog op hun gezamenlijke behandeling.

**Art. 9.** Het College van de Franse Gemeenschapscommissie beraadslaagt op geldige wijze over de punten op zijn agenda indien meer dan de helft van zijn Leden aanwezig zijn, behalve in geval van een verzoek van verdaging van een of ander punt ingediend voor de zitting door een Lid waarvan de afwezigheid gerechtvaardigd is.

**Art. 10.** § 1. De ontwerpen van decreet en reglement, evenals de besluiten waarover is beraadslaagd door het College worden ondertekend door het Lid van het College van de Franse Gemeenschapscommissie dat bevoegd is voor de materie die het voorwerp uitmaakt van het ontwerp van decreet, reglement of besluit.

De ondertekening van de decreten, reglementen of besluiten herneemt, in de titel van het Lid van het College van de Franse Gemeenschapscommissie, tenminste de vermelding betreffende de betrokken materie.

§ 2. Deze worden medeondertekend door de Voorzitter van het College van de Franse Gemeenschapscommissie die de opvolging ervan verzekert en de publicatie in het *Belgisch Staatsblad*.

**Art. 11.** Het akkoord van het Lid van het College van de Franse Gemeenschapscommissie, die bevoegd is voor Begroting, is vereist voor elke facultatieve toelage van meer dan 6.200 euro.

**Art. 12.** Het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 28 oktober 1999 houdende reglementering van zijn werking en regeling van de akten van het College, zoals gewijzigd, is ingetrokken.

**Art. 13.** Onderhavig besluit treedt in werking op 10 november 2004.

**Art. 14.** De Leden van het College van de Franse Gemeenschapscommissie zijn belast, ieder voor datgene wat hem betreft, met de uitvoering van onderhavig besluit.

Brussel, 9 december 2004.

B. CEREXHE,

Minister-Voorzitter van het College van de Franse Gemeenschapscommissie,  
belast met Openbaar Ambt en Gezondheid.

Ch. PICQUE,

Lid van het College van de Franse Gemeenschapscommissie, belast met Sociale Cohesie.

Mevr. E. HUYTBROECK,

Lid van het College van de Franse Gemeenschapscommissie, belast met Begroting, Gehandicapten en Toerisme.

Mevr. F. DUPUIS,

Lid van het College van de Franse Gemeenschapscommissie,  
belast met Beroepsopleiding, Onderwijs, Cultuur en Schoolvervoer.

E. KIR,

Lid van het College van de Franse Gemeenschapscommissie, belast met Sociale Actie, Gezin en Sport.